

APRÈS LA CATASTROPHE

JE NE SUIS PAS ALLÉ à Toulouse après l'accident du 21 septembre. J'aurais pourtant pu facilement : en délégation avec le syndicat, avec les copains du comité d'hygiène et de sécurité (CHS-CT), ou lorsque les collègues nous invitaient pour une enquête, une manif ou pour d'autres raisons.

J'aurais sans doute dû y aller, pour leur apporter soutien, réconfort, compassion, ce dont ils étaient demandeurs. Mais, à Toulouse, outre les collègues, je connais aussi des personnes qui n'ont toujours pas de fenêtres (il y a encore du contre-plaqué et des films plastique à la place des vitres), des amis qui ont le sommeil perturbé, d'autres qui sursautent encore au moindre claquement de porte. J'ai le cul entre deux chaises et lorsque je vois les réactions des collègues, c'est parfois dur de discuter.

Dans un premier temps, j'ai pensé qu'aller sur le site d'AZF me placerait dans la position du voyeur. En fait, en réfléchissant, je me suis rendu compte que la cause réelle de ma défection, de mon absence sur les lieux et près des ouvriers d'AZF, était plus profonde, plus personnelle, plus inscrite en moi. Ce cratère, ces ateliers en ruine, ces enchevêtrements de taules et de tuyauteries, je n'avais pas envie de les voir, parce que je travaille dans ces mêmes

lieux et que dans la chimie on n'est pas à l'abri d'une telle catastrophe. Même que parfois c'est limite.

Alors, les collègues toulousains, je les ai croisés ailleurs, dans des lieux plus « neutres », en réunions syndicales, ou ailleurs. Je les ai écoutés au téléphone. On a parlé. J'ai écouté, beaucoup.

Toulouse, les premiers mois...

Il y a ce choc, immense ; il y a ces blessures, physiques et morales ; il y a les morts, il y a la mort ; il y a ces ruines, dans et hors l'usine. Des sentiments mélangés, la plupart morbides. Serge qui dit à qui veut l'entendre : « nous portons nos morts sur nos épaules et ils nous parlent encore à l'oreille ». L'accident l'a rendu lyrique. Je le vois bien, il est mal. Juste après l'accident il disait que de toutes façons il ne travaillerait plus chez AZF, qu'il préférerait partir après ce qui s'était passé. Aujourd'hui, plusieurs mois après, alors qu'il participe à la commission d'enquête du CHS-CT sur l'accident, je vois qu'il a pris sa fonction à cœur, qu'il a intégré des valeurs que la direction distille auprès du personnel déboussolé, avec une facilité déconcertante. Toute critique, même minime, que l'on peut faire, et il se cabre, comme si c'était lui qu'on mettait en cause. Il n'est pas le seul à réagir ainsi.

Tous les salariés d'AZF ont été touchés. Il y a eu ces deux explosions, la surprise et l'effroi. Il a fallu effectuer des manœuvres dans le stress pour empêcher que la catastrophe ne soit pire encore ; rester alors que le bon sens aurait voulu que les gens se sauvent loin, perpendiculairement aux gaz nocifs, comme on nous l'apprend

en stage « sécurité ». Il a fallu sécuriser au maximum les ateliers qui restaient debout. Il a fallu porter secours. Vite rechercher, dans les éboulis et les cendres, les copains blessés, ou morts. Être soulagé de retrouver un collègue vivant. Voir la mort de près. Être blessé, brûlé, choqué.

Au moment où j'écris ces lignes (plus de trois mois après l'explosion), s'ajoutant aux 21 morts sur le site, il y a toujours 70 salariés qui sont en arrêt de travail, et quelques-uns encore à l'hôpital (sans compter les intérimaires).

Ceux qui s'en sont sortis ont tous leur histoire de l'explosion. James qui avait été envoyé à l'autre bout de l'usine deux minutes avant (pour aller chercher des gants!). Lorsqu'il est revenu, après, son bureau était soufflé et ses collègues morts, tous morts. Il y a cet autre qui a perdu son fils dans l'explosion, il venait pour la visite d'embauche. Il est mort. Il y a ceux qui ont vu l'enfer et la mort de très près.

Il y a aussi toutes ces ruines en ville, dont les salariés d'AZF se sentent responsables, comme des pestiférés, comme ceux qu'on montre du doigt, tenus pour coupables de ce qui s'est passé. Même si, pour eux aussi leur habitat et leur famille ont souffert, même s'ils ne dorment plus, eux non plus.

Il y a ces manifs de la population toulousaine pour dire : « Plus jamais ça ». Les salariés auraient sans doute dû en faire partie (en tant que victimes, eux aussi, de l'explosion de cette usine), demander le maintien de leurs revenus et la reconversion du site. Mais toutes ces manifestations sont ressenties comme autant d'agressions. Comme s'ils étaient les auteurs de

ce drame, comme s'ils n'avaient pas fait ce qu'il fallait pour éviter le pire.

Il y a les politiciens de tous bords qui disent tout et n'importe quoi, par pur souci électoral. Enfin, il y a la presse qui en parle tous les jours et qui souvent ne propose que l'article sensationnel qui fera vendre le journal.

Alors c'est le repli sur soi. Quelque chose de difficile à raconter, à expliquer. Sans doute parce que le présent est devenu catastrophique et que le futur s'ouvre sur le vide. Malgré tout ce que le travail salarié a d'aliénant, de terrible, de destructeur de la vie même, on voit des salariés s'accrocher maladivement à des occupations : balayer la route alors que tout est détruit à côté, vouloir à tout prix faire des analyses alors que le laboratoire est sans vitre, sans électricité... André s'active, fait des heures supplémentaires, juste pour ne pas penser et savoir que lorsqu'il rentrera chez lui, il sera tellement crevé, qu'il s'endormira comme une masse, sans rêver et sans avoir à réfléchir sur ce à quoi il a échappé et sur ce que le futur lui réserve. On en entend qui veulent redémarrer les installations encore debout, mais sans aucun doute fragilisées. S'accrocher à quelque chose.

Les salariés s'enferment, parlent d'attentat, échafaudent des scénarios extravagants. Un attentat plutôt qu'un défaut de sécurité, ce serait tellement plus réconfortant. La menace viendrait de l'extérieur, pas d'un travail fait et refait quotidiennement.

Le patron la joue fine, paternaliste, et ça marche plutôt. Déjà qu'avant, Il ne parlait pas d'« ouvriers » mais d'« opérateurs », maintenant

il parle de « ses collaborateurs ». Le directeur, en tant qu'individu, lui aussi semble avoir vécu la catastrophe. Le grand boss, lui-même, Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf, alors que la société était au bord du dépôt de bilan, a réinjecté du fric (en fait, c'est juste un geste politique : il aurait été mal vu de la part de Total d'annoncer la fermeture de tous ses sites producteurs d'engrais quelques semaines après l'explosion). Alors c'est comme un front uni face à l'adversité. Certains syndicalistes en oublient leurs principes.

C'est difficile, lorsqu'on est à l'extérieur de leur dire ce qu'ils devraient faire. Qui sommes-nous pour donner des leçons, alors qu'on n'a pas vécu ce qu'ils ont vécu ? Un copain syndicaliste avec lequel je bosse à Rouen, descend à Toulouse pour voir les collègues. Il dit à des syndicalistes, au secrétaire du CE, à quelques autres, qu'il faut continuer à faire du syndicalisme, qu'il ne faut pas collaborer : il manque de se faire casser la gueule.

Sur les autres sites du groupe...

Sur les autres sites, c'est comme s'il y avait eu aussi l'explosion. Les salariés se replient sur eux-mêmes. A Rouen, Nantes, Waziers, Bordeaux (où le maire Alain Juppé, en politicien madré, veut en profiter pour se débarrasser d'un site qui le gêne dans ses projets), c'est pareil.

Les fabrications y sont quasiment identiques ; les ateliers, les stockages, les labos se ressemblent ; la vie qu'on y mène est presque la même...

Il y a toutes ces visites de la DRIRE (direction régionale de l'industrie, de la recherche et

de l'environnement), de spécialistes, du préfet, de ministres, tous ces journalistes qui tournent comme des vautours autour de la boîte... Le groupe chimique est tellement mis en avant, par la presse et lors des déclarations politiques. que les copains n'aspirent qu'à une chose : « Lâchez-nous, on se débrouillera tous seuls ».

Sur le site de Rouen, il n'y a que le syndicat auquel j'adhère, la CGT, qui ne se tait pas. A longueur de tracts et d'interviews, ce syndicat dénonce le manque de travaux de sécurité, les dérives d'années en années, les suppressions d'emplois, le recours aux sous-traitants pas qualifiés, etc.

Que l'on se soit exprimé n'a pas été du goût des collègues qui, bien qu'étant d'accord avec ce qu'on dénonçait, auraient préféré que rien ne sorte de l'usine. La direction n'a pas apprécié mais, là, on s'en fichait ; les autres syndicats de la boîte nous ont sommés de nous taire, faisant une fois de plus le choix de la collaboration. Idem pour la plupart des autres syndicats CGT des autres sites du groupe. Pourtant, il fallait bien apporter une autre voix que celle de Total-FinaElf.

Et puis, les jours, les semaines passent et les collègues finissent par trouver qu'on a bien fait de s'exprimer.

Plus tard

En novembre 2001, deux mois après la catastrophe, la direction annonce lors d'un Comité Central d'Entreprise qu'il y aura du chômage technique à partir de janvier sur le site de Tou-

louse. La simple menace d'une grève en réaction (c'est à dire, pour une usine qui ne fonctionne plus, stopper la vidange des stockages et des tuyauteries et ne plus assurer que le minimum de sécurité) incite la direction à renvoyer le chômage à plus tard. Ça ne ferait pas bien pour l'image de marque.

Les syndicalistes d'AZF demandent le redémarrage d'une partie de l'usine sécurisée, le patron aussi. Si la revendication est la même, les raisons sont différentes : les uns veulent continuer un travail salarié qui, même s'ils en souffrent, est la manière la plus simple de « gagner leurs vies », l'autre parce que Toulouse représente un point stratégique. Il y a ces manifestations pour le redémarrage, qui se font en réaction face aux exigences de la population toulousaine. Les syndicats invitent les salariés des autres sites du groupe à venir les rejoindre pour manifester avec eux. Quelques camarades y vont, je fais partie de ceux qui n'y vont pas parce que même si je comprends leur besoin de solidarité, et leur volonté de continuer à bosser, plus pour un salaire que pour autre chose, il m'est impossible de me joindre à eux.

Les choses ne sont pas simples. Même s'ils s'accrochent à ce possible redémarrage partiel, dans deux ans – voire plus – de l'usine, les gars savent qu'il n'y aura pas de travail pour les 450 employés actuels. Il y a des tensions : on pousse les jeunes à partir, à demander des mutations, de façon assez dure parfois. Le climat, le décor de ruines qu'on voit tous les jours, l'absence de véritable boulot, n'arrangent pas la situation.

Et puis certains se mettent à rêver. La direction générale a annoncé qu'elle préparait un « plan industriel » pour 2002. Un plan industriel, depuis le temps, on sait ce que ça veut dire, on en a vécu plus d'un. Ça veut dire, arrêt de certaines installations, plus assez rentables, et suppression d'emplois. Ce sera sans doute saignant (un quart de la population du groupe?), mais les actions pourront reprendre de la valeur boursière. Cette fois, ce sont les plus âgés qui se mettent à rêver. La moyenne d'âge dans la Chimie est assez élevée, les usines se sont développées dans les années 1960, et ceux qui ont été embauchés aux démarrages approchent des limites d'âges. Ils se mettent à rêver que, étant donné la situation spécifique de Toulouse, l'Etat ou Total vont aider substantiellement, qu'il va y avoir un plan social, des accords, des FNE. Les « vieux » citent d'autres plans qui ont eu lieu où les pré-retraités avaient 52 ans...

Ils sont nombreux à rêver au jour où, enfin, ils ne mettront plus les pieds dans cette usine...

10 janvier 2002

L'ACCIDENT EN CHIFFRES

L'explosion de l'usine AZF c'est :

- 30 morts ; 2 242 blessés (chiffre officiel, alors qu'on parle d'autres victimes et d'un chiffre approchant les 5000) dont 782 personnes hospitalisées ; 522 ont été soignées pour des troubles de l'audition et 418 ont souffert de plaies diverses ; 729 de troubles psychiatriques (dont 497 en état de choc) ; de nombreuses victimes resteront handicapées à vie ;
- 1273 arrêts de travail ont été prescrits ; 3229 traitements par psychotropes ; 5079 personnes ont été traitées pour un « stress aigu » ;
- 1570 pompiers et militaires, 600 policiers et 350 gendarmes ont été mobilisés pour l'organisation des secours et la surveillance des bâtiments endommagés ;
- 1002 relogements provisoires ont été effectués chez des particuliers et amis, et 125 en mobile-homes ;
- 27 000 logements ont été touchés (dont 15 516 dans le parc public) ; 17 écoles primaires (dont 2 qui doivent être entièrement reconstruites) et 26 collèges ont été endommagés (l'un d'eux doit être entièrement reconstruit) ; plusieurs universités ont été endommagées, l'IUT de Génie chimique doit être reconstruit ; l'hôpital psychiatrique Gérard Marchant a été totalement détruit ;
- 1300 entreprises sont sinistrées économiquement : 172 (dont 81 commerces, 33 services, 58 industries) ont été durement touchées ; 29 entreprises (2979 emplois) sont fortement menacées pour leur avenir.